

plus faible et l'on ne devrait pas le traiter moins bien.

M. BOYES: Si l'on expédiait le beurre dans la métropole, à quel prix se vendrait-il?

L'hon. M. MALCOLM: L'honorable député devrait attendre son tour pour parler.

L'hon. M. MOTHERWELL: Il se vendrait certainement moins cher, et c'est pourquoi il devrait se trouver dans la liste privilégiée. J'ai assez parlé de ces deux articles. Il y a les conserves de légumes, les conserves de fruits, le tabac, les viandes, les bestiaux. Je me demande combien de temps cela va prendre pour inclure toutes les denrées que nous exportons.

M. MULLINS: Je me permets de dire à mon honorable ami. . .

L'hon. M. MOTHERWELL: Si j'avais le temps, je laisserais mon honorable ami parler à sa guise jusqu'à minuit, car plus ces gens-là parlent et plus ils s'enterrent.

M. L'ORATEUR: Tout député peut permettre une interruption en reprenant son siège, mais on ne peut interrompre sans la permission de celui qui a la parole.

L'hon. M. MOTHERWELL: Toutes ces interruptions me font perdre le fil de mon discours. Ah! j'y suis. Notre tarif contient près de 1,300 denrées que nous pouvons exporter; en comptant treize par année, cela prendra cent ans à compléter la politique du Gouvernement relative à ce fonds de stabilisation. Si j'ai exagéré en disant qu'il y a 1,300 denrées, coupons le chiffre en deux et disons qu'il y en a 650. Cela prendrait donc cinquante ans à exécuter cette espèce de programme progressiste destiné à aider à l'agriculture dans notre pays. Si c'est trop, coupons encore ce chiffre en deux; cela prendrait vingt-cinq ans pour compléter la liste privilégiée. Mais vingt-cinq ans, c'est bien long pour un gouvernement qui ne sait comment réformer l'agriculture. Ce n'est pas ainsi que l'on agit de l'autre côté de la frontière. Le premier ministre fait en ce moment les yeux doux à nos voisins en vue d'obtenir les avantages possibles et, de fait, réels de la réciprocité. Il ne devrait donc pas s'opposer à ce que j'en parle.

M. L'ORATEUR: L'honorable député a parlé durant quarante minutes.

M. G. B. NICHOLSON (Algoma-Est): Monsieur l'Orateur, je sais que l'honorable député (M. Motherwell) qui vient de reprendre son siège me pardonnera de ne pas répondre à tout ce qu'il a dit.

Je désire tout d'abord féliciter le ministre des Finances (M. Rhodes) sur la façon dont il a présenté son budget et sur le courage qu'il

a manifesté dans la situation la plus grave qui se soit jamais présentée à un ministre des Finances.

Je ne veux pas répondre à ce qu'on a dit sur le budget. Je veux simplement traiter un côté de la situation économique et conseiller un remède que nous pourrions adopter pour sortir du marasme où nous nous trouvons présentement. Je relèverai une question traitée par l'honorable député de Shelburne-Yarmouth (M. Ralston) qui a ridiculisé le ministre des Finances, parce que celui-ci, après avoir clairement affirmé qu'il appartient à chaque pays de faire tout en son possible pour maintenir sa position, a dit que néanmoins la situation actuelle a un caractère universel et ne se borne pas à un pays en particulier. Je prendrais plutôt l'attitude du député de Bruce-Nord, l'ancien ministre du Commerce (M. Malcolm) qui a déclaré dans cette enceinte, il y a peu de temps:

En 1933, nous avons à faire face à des difficultés qui sont la conséquence non de la conduite des honorables ministres, non de la conduite du peuple canadien, mais de l'écroulement du système économique du monde.

Dans ses éléments essentiels, la crise que traverse le Canada avec le reste du monde est internationale, et la solution ne peut se trouver que dans une action internationale. Ce n'est que par l'action internationale, si elle est possible, qu'on pourra sauver la civilisation telle que nous l'entendons. Le problème qui se pose, aboutissement de la période de 1914 à 1930, ne peut se résoudre que par de saines mesures économiques d'ordre international. Il y a quelque temps, portant la parole dans une réunion à Londres, M. Ramsay MacDonald a déclaré que tout ce qu'il faut pour ramener les pays vers la prospérité, c'est la hausse des prix universels des denrées, la libération du commerce mondial et le règlement des dettes de guerre et des réparations, donnant à entendre par le dernier élément que le problème est d'ordre financier. Je ne dresserais pas mon opinion contre celle de M. Ramsay MacDonald, mais à mon avis, avant que le prix des denrées puisse monter, avant que les échanges puissent reprendre, il faut régler le problème financier. Il me semble impossible de préconiser une autre solution, quand nous comparons l'état du monde à ce qu'il était avant la guerre. Les six pays en jeu dans les dettes de guerre et les réparations, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique, ont dépensé pendant la guerre presque 85 milliards de dollars pour détruire les choses que l'humanité avait créées au cours des siècles précédents. Puis, après la guerre, surtout de 1920 à 1929, les pays de toutes les parties du monde se sont livrés à une orgie inouïe de folles dé-